

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 avril 2017
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 10 avril 2017, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir une lettre datée du 7 avril 2017, adressée par Anas Abdah, Président de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,
Représentante permanente
(Signé) Alya Ahmed S. Al-Thani



Annexe à la lettre datée du 10 avril 2017 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le 4 avril 2017 au matin, le monde s'est réveillé en apprenant avec effroi l'attaque chimique perpétrée par Assad à Khan Cheïkhoun contre des civils innocents. Ce massacre, où une centaine de civils ont trouvé la mort, n'est hélas pas seulement une manifestation de l'esprit criminel d'Assad, mais aussi le reflet de l'incapacité de la communauté internationale à agir quand il le faut pour protéger les civils et à apporter son soutien au peuple syrien dans son juste combat pour la liberté, la justice et la dignité. Cependant, contrairement à ce qui s'était passé lors du massacre à l'arme chimique de 2013, les cris des victimes du massacre à l'arme chimique de Khan Cheïkhoun semblent avoir été entendus et, en ce 7 avril 2017, le peuple syrien entrevoit de nouveau l'espoir et la justice après la frappe ciblée ordonnée par le Président Donald Trump sur la base aérienne d'où Assad a lancé son raid meurtrier contre Khan Cheïkhoun.

Après plus de six longues années d'abandon total, les Syriens recommencent enfin à espérer que les crimes perpétrés contre eux par Assad ne resteront plus impunis.

La Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes s'est félicitée de la frappe aérienne menée par les États-Unis, qui était devenue une nécessité dans la mesure où le Conseil de sécurité demeure paralysé par des vétos russes à répétition. Nous pensons que l'intervention américaine s'inscrit dans la logique des résolutions et principes internationaux, en particulier les résolutions [2118 \(2013\)](#), [2209 \(2015\)](#) et [2235 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, et dans la responsabilité de protéger. Avec le Président Trump, nous appelons les nations civilisées à se rallier aux États-Unis pour débarrasser la Syrie du terrorisme d'Assad.

Une attitude intransigeante non seulement dissuadera Assad de s'adonner à ses crimes à l'encontre du peuple syrien, mais elle l'obligera aussi à s'engager sérieusement dans le processus politique, qui est dans l'impasse depuis un certain temps. En sa qualité de représentant politique du peuple syrien, la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes demeure très désireuse de s'investir dans la recherche d'une solution débouchant sur une transition politique où Assad et sa clique n'auraient aucun rôle. Après le massacre de Khan Cheïkhoun ainsi que les nombreuses violations du cessez-le-feu et attaques qui frappent indistinctement les civils, il est évident qu'Assad n'a pas sa place dans la transition, ni dans l'avenir de la Syrie.

Vous conviendrez, j'en suis sûr, qu'il est grand temps que les crimes d'Assad soient punis et que justice soit rendue. Au-delà de la frappe aérienne qui a eu lieu aujourd'hui, la création d'une zone d'exclusion aérienne totale priverait Assad de son unique avantage militaire, qui est aussi le plus mortel dans la guerre qu'il mène contre son propre peuple. Elle permettrait aussi à l'Armée syrienne libre de gagner suffisamment de terrain pour établir sur le terrain un équilibre des forces qui rendrait le processus politique viable. Bien que la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes ait la certitude, comme la communauté internationale, que la solution ne peut être que politique pour la Syrie, nous croyons que tant qu'Assad ne fera pas l'objet de pressions concrètes et que son armée ne

sera pas en difficulté, il ne s'impliquera pas dans la recherche d'une solution politique. Par ailleurs, la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes saisit cette occasion pour réaffirmer l'importance du principe de la responsabilité effective et pour exiger qu'Assad et tous les criminels de guerre soient jugés par la Cour pénale internationale ou d'autres mécanismes de justice, afin de mettre un terme à la culture de l'impunité qui permet depuis bien trop longtemps à Assad de s'enhardir.

Nous comptons sur la sincérité de nos amis et alliés de confiance pour qu'ils apportent leur aide au peuple syrien dans sa lutte légitime pour la liberté, la justice et la dignité.

Le Président,
Coalition nationale des forces de la révolution
et de l'opposition syriennes
(Signé) Anas **Abdah**
